



DANS LES CASERNES: LES JEUNES TRAVAILLEURS ET LYCEENS CONTINUENT LA LUTTE COMMENCEE DANS LES CET, DANS LES LYCEES.

Au 120ème Régiment du Train à Fontainebleau, un camion militaire qui se renverse alors qu'il revenait à vive allure d'un exercice de manœuvre provoque la mort de 2 appelés ainsi que de nombreux blessés. Dans ces cas-là, pour l'administration militaire, c'est toujours le chauffeur qui est coupable. Mais cette fois-ci, les appelés ne se sont pas laissés faire. Le soir même, le 14 août 1973, plus de 500 appelés descendent dans la cour de la caserne et tiennent une assemblée générale : le chauffeur n'est pas coupable, la formation à la conduite des véhicules n'est pas sérieuse (on passe le permis poids lourd en 2 jours, après quelques tours de piste, au 120ème RI), le véhicule roulait à vive allure (la vitesse réglementaire est de 45 km/h et les gradés ne respectaient pas cette limite).

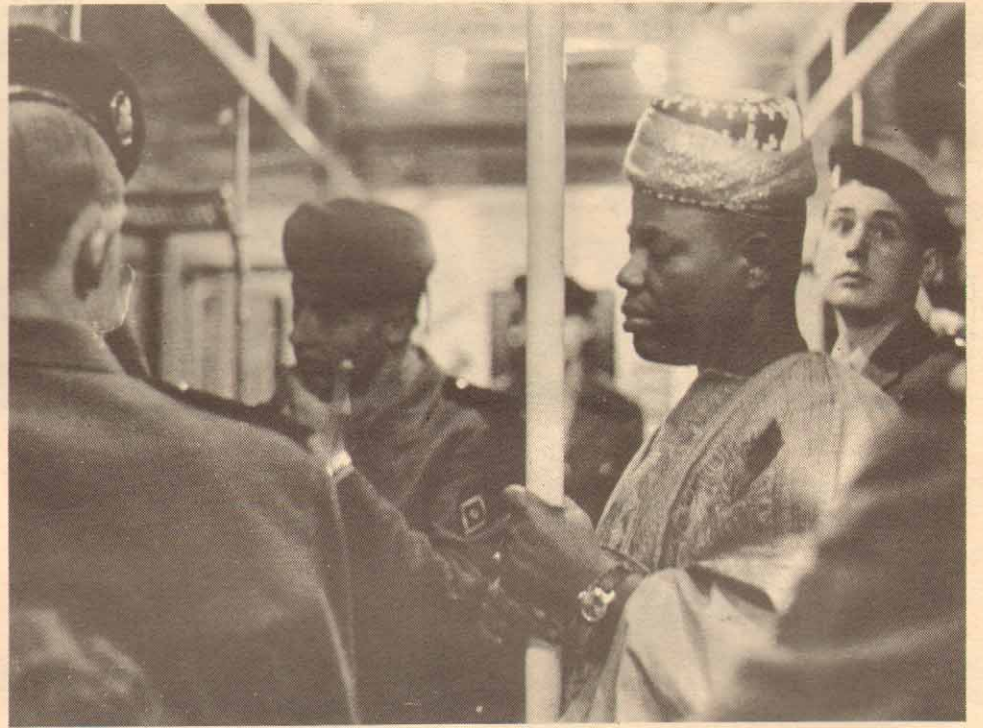
L'assemblée générale des soldats appelés exige du colonel contraint à descendre dans la cour :

- l'enterrement civil de leurs camarades, sans décorum militaire
- la tenue d'une conférence de presse dans la caserne
- la libération de l'escadron auquel appartenaient les accidentés

Le soir même, des soldats du 120ème RI préviennent des militants parisiens du Comité de Défense des Appelés. Le CDA envoie aussitôt un communiqué de presse (que le journal « Le Monde » publiera) et confectionne un tract de soutien qui sera diffusé massivement sur les marchés et aux queues de cinéma (notamment à celles du film antimilitariste d'Yves Boisset : R.A.S.).

Le lendemain 15 août devait être la journée « portes ouvertes » du 120ème RI : les familles sont invitées à venir voir leurs petits pious-pious dans leur belle caserne !

Mais cette fois-ci, ce ne sera pas l'ambiance bête habituelle à cette sorte de journée : tôt le matin, 500 appelés tiennent un sit-in, assis dans la cour, le dos tourné à l'entrée de la caserne. La consigne fait rapidement l'unanimité, on part en manifestation. Le cortège démarre mais ne passera pas les grilles de l'entrée : celles-ci sont fermées par la garde militaire tandis que des gardes mobiles veillent à l'extérieur. Les soldats reviennent s'asseoir dans la cour. Arrivent les familles qui s'informent et décident de s'asseoir



avec les appelés. C'est alors que le colonel va effectuer un premier recul : il accorde une permission de sortie à tous, y compris ceux qui n'ont même pas trois semaines de classes.

Dans l'après-midi, le tract du CDA pénétrera à l'intérieur de la caserne.

Les appelés obtiendront une seconde victoire, grâce à leur manifestation collective déterminée : l'enterrement aura lieu en civil. Il n'y aura ni drapeau, ni musique militaire.

LES SOLDATS DU CONTINGENT DE LIP

Pour frapper les travailleurs de Lip et la population ouvrière de Besançon qui les soutient, le pouvoir a fait venir ses meutes de gardes-mobiles. Il les a logés dans les casernes. Les appelés du contingent ont montré qu'ils étaient solidaires des travailleurs. De nombreux pneus de cars grillagés ont été crevés. Il y a eu de nombreuses bagarres entre le contingent et les matraqueurs de grévistes.

Cette action des soldats de Besançon est exemplaire. Elle montre l'utilité de la

présence des antimilitaristes au sein des casernes. Elle montre comment les appelés qui font leur service militaire peuvent aider les travailleurs en lutte et comment ils peuvent empêcher que demain, l'armée, comme au Chili, intervienne pour briser dans le sang les conquêtes ouvrières.

SOUTENONS LES APPELES DU CONTINGENT

L'armée veut embrigader la jeunesse pour mieux l'utiliser contre les travailleurs. Pour cela, elle fait subir une vie intolérable aux appelés qui font leur service militaire. Elle a à sa disposition un arsenal de mesures répressives. Nous devons protéger nos camarades qui luttent sous l'uniforme. Nous devons rejoindre, créer et renforcer les Comités de Défense des Appelés.

- Libertés politiques pour les soldats du contingent

- suppression des tribunaux militaires.

A BAS L'ARMEE QUI BRISE LES GREVES !

A BAS L'ARMEE QUI VEUT CASSER LA JEUNESSE !

TOUS AU COTES DES TRAVAILLEURS CHILIENS

HALT

* Les travailleurs immigrés en grève

Le 7 septembre à l'appel du Mouvement des Travailleurs Arabes, un mouvement de grève de 24 h a rassemblé plus de 30 000 travailleurs immigrés, dans tout le sud, à Aix, à Marseille, à Toulon, et à La Ciotat.

Le 14 septembre, c'est au tour des travailleurs immigrés de la région parisienne de se mettre en grève et d'organiser une journée de protestation contre le racisme. Ce furent des débrayages de 24 h dans des grandes entreprises comme Citroën, Renault, les chantiers de la Défense, Gennevilliers, Maine-Montparnasse, se terminant par un rassemblement de plus d'un millier de travailleurs place du Puits de l'Ermite dans le Vème arrondissement.

* Pourquoi ces grèves ?

Depuis quelques mois, le racisme s'est développé en France. Il y eut d'abord l'attaque d'un rassemblement de travailleurs immigrés à Grasse, puis le 21 juin, le meeting du groupe fasciste « Ordre Nouveau » contre « l'immigration sauvage ».

Et depuis le mois de septembre, le mouvement s'est amplifié : assassinats de travailleurs immigrés, le foyer nord-africain de La Ciotat attaqué à coups de cocktails Molotov, des cafés mitraillés. Au total 8 travailleurs algériens tués, de nombreux autres blessés. Et la police de Marcellin n'a retrouvé aucun des agresseurs.

Les travailleurs immigrés doivent par ailleurs résister aux manœuvres du pouvoir : c'est ainsi que la circulaire des

L'ARMEE ASSASSINE

● Au Chili l'armée assassine les travailleurs. Déjà on compte des milliers de cadavres dans les rues de Santiago ou Valparaiso ; des milliers de prisonniers enfermés dans des stades ou déportés vers les îles sont menacés de mort. Dans le Palais de la Moneda, le Président S. Allende a été « suicidé ». L'armée quadrille les quartiers populaires, bombarde les bidonvilles acquis à la gauche, attaque avec des chars et des avions les usines occupées par les ouvriers. C'est l'état de siège.

AU SERVICE DE TOUS LES EXPLOITEURS

Au Chili des intérêts puissants étaient menacés : ceux des grands propriétaires terriens par la réforme agraire, ceux de l'impérialisme US et de ses trusts comme ITT par les nationalisations, notamment celles du cuivre.

La bourgeoisie chilienne et la CIA n'ont pas hésité à recourir au putsch et au massacre d'ouvriers pour rétablir un ordre plus conforme aux intérêts des exploités.

Et c'est l'armée qui a été chargée du mauvais coup « conformément à la constitution, l'armée ne fait pas de politique », disait L. Corvalan, secrétaire général du PC chilien. En réalité, les

officiers chiliens sont formés dans des camps militaires US et leur seul rôle est, même en violant la constitution si nécessaire, d'être au service de la bourgeoisie pour intervenir au cas où ses intérêts seraient menacés.

Cette armée de guerre civile, dernier rempart de l'ordre capitaliste ressemble étrangement à celle des Massu et consorts contre laquelle manifestait la jeunesse au printemps dernier.

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS CHILIENS

Aujourd'hui face à la terreur fasciste de la nouvelle dictature militaire nous sommes aux côtés des travailleurs chiliens, développons la solidarité pour éviter que coule le sang ouvrier, pour empêcher que les réfugiés politiques nombreux au Chili soient remis dans les griffes des autres dictateurs d'Amérique Latine. Des anifestations unitaires des partis et syndicats de gauche, des forces d'extrême-gauche se sont tenues dans toute la France le 12 septembre. Lundi 17 septembre, des arrêts de travail massifs ont eu lieu dans toutes les entreprises pour que cesse le massacre au Chili.

Halte au massacre au Chili !
Tous au côtés des travailleurs chiliens !
Organisons la solidarité !

